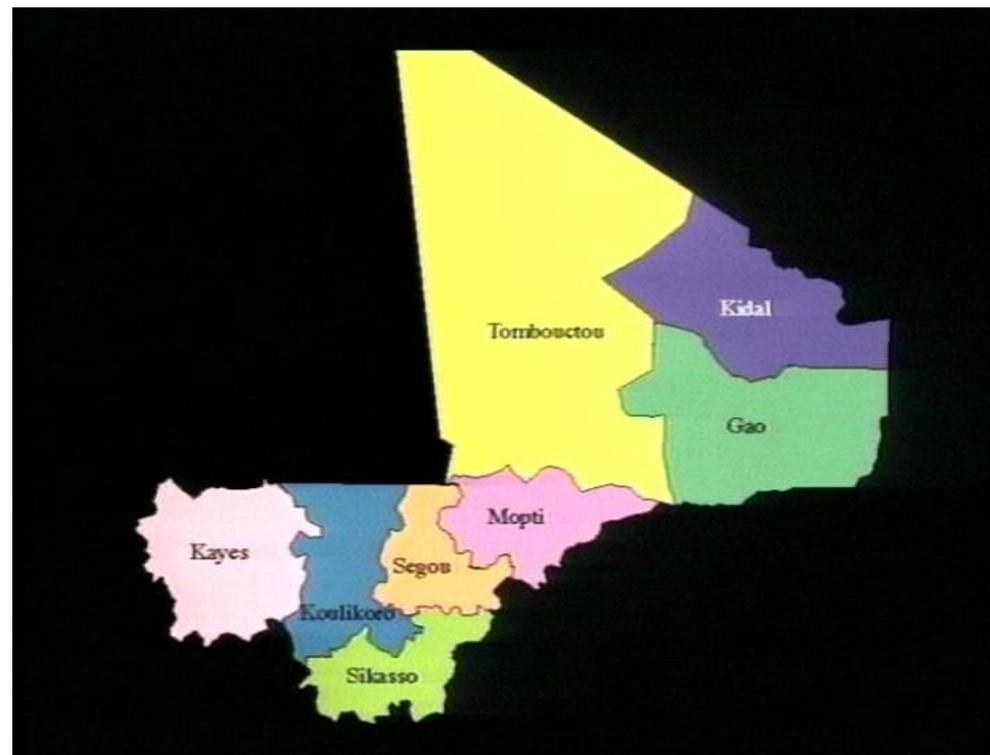


EVALUATION DU POTENTIEL D'EXPORTATION DES PRODUITS HORTICOLES DU MALI

Défis Opportunités, et Options politiques



PLAN DE PRESENTATION

- I. EVALUATION DES POLITIQUES ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DE L'HORTICULTURE AU MALI**
- II. ROLE ET CONTRIBUTION DE L'HORTICULTURE AU DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DU MALI**
- III. CONTRAINTES AU NIVEAU DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DES PRODUITS HORTICOLES ET LEURS IMPACTS SUR LA CONTRIBUTION DU SECTEUR AU DEVELOPPEMENT**
- IV. ANALYSE DES TECHNIQUES DE PRODUCTION, DES MODES DE TRANSPORT ET DE STOCKAGE DISPONIBLES ET LEURS IMPACTS SUR LES EXPORTATIONS**
- V. EVALUATION DU POTENTIEL DU COMMERCE INTRA-AFRICAIN DES PRODUITS HORTICOLES - DEFIS A RELEVER**
- VI. EVALUATION DU POTENTIEL D'AMELIORATION DE LA PARTICIPATION DU MALI DANS LES RESEAUX DE VALEUR POUR LES PRODUITS HORTICOLES**
- VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE MESURES POLITIQUES AU NIVEAU NATIONAL, REGIONAL, ET INTERNATIONAL**

Principaux indicateurs de développement au Mali

Indicateurs	Année	Valeur
PIB courant aux prix du marché (en milliards de F CFA)	2009	8 996,4
Taux de croissance du PIB réel (en %)	2010	5,8
PIB nominal par tête (en milliers de F CFA) par an	2010	295,6
Population (en millions d'habitants)	2010	14,2
Taux de croissance de la population (en %)	2009	3,6
Incidence de la pauvreté monétaire (en %)	2010	43,6
Ménages ayant accès à l'eau potable (en %)	2010	75,5
Taux de mortalité infantile (pour 1.000 naissances vivantes)	2010	95,8
Taux brut de scolarisation (TBS) dans le primaire (en %)	2010	83,4
Prévalence du VIH/SIDA chez les adultes (en %)	2010	1
Proportion de malnutrition chez les moins de 5 ans (en %)	2010	18,9

I. EVALUATION DES POLITIQUES ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DE L'HORTICULTURE AU MALI

I.1. POLITIQUES, LEGISLATION ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DE L'HORTICULTURE

- **Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR 2007-2011);**
- **Loi d'orientation agricole (N° 06-40/AN-RM);**
- **Schéma Directeur du secteur du Développement Rural;**
- **Politique commerciale**

I.2. EVALUATION DES POLITIQUES ET STRATEGIES MISES EN ŒUVRE

I.2.1. CADRE STRATÉGIQUE POUR LA CROISSANCE ET LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ (CSCR)

I.2.1.1 Les résultats atteints: La croissance économique

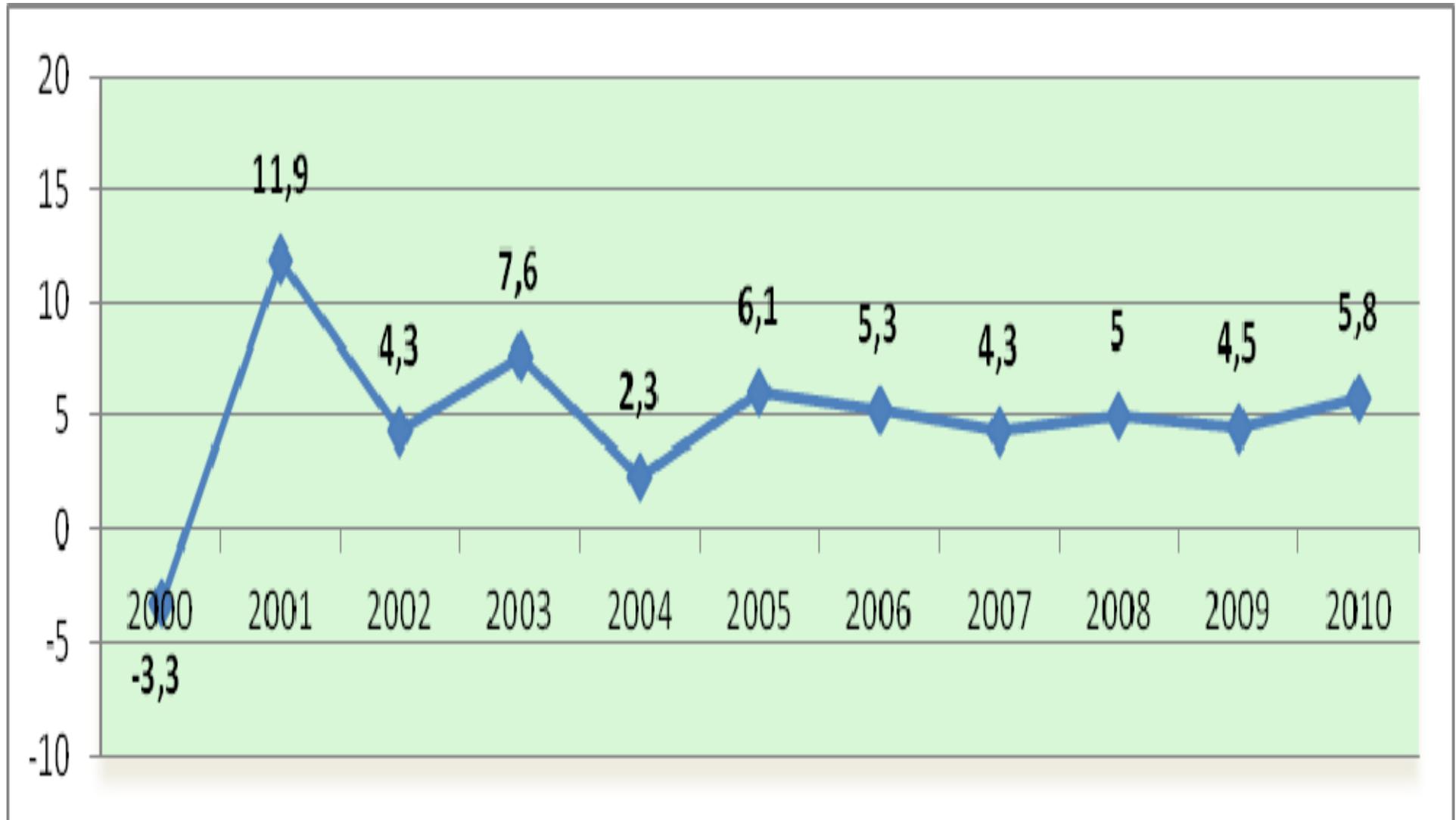
Tableau 2- Taux de croissance réel du PIB aux prix du marché : prévisions CSCR-réalisations

	2007	2008	2009	2010	2011	Moyenne
Prévisions du CSCR	7,0 %	6,4 %	6,5 %	7,8 %	7,1 %	7,0 %
Réalisations	4,3 %	5,0 %	4,5 %	5,8%	-	5,0 %
Zone UEMOA	3,1%	3,8%	3,0%	3,9%	-	3,4%

Source : Cellule CSLP

La croissance économique

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance du PIB à prix constants en %
(2000-2010)



La croissance économique

Tableau 4 : Evolution des parts sectorielles en pourcentage du PIB de 2007 à 2010

% PIB	Moyenne (2002-2006)	2007	2008	2009	2010	Moyenne (2007-2010)	Prévisions 2011
PIB Secteur primaire (prix const.)	39,8%	33,4%	36,1%	36,5%	38,5%	36,1%	38,8%
PIB Secteur secondaire (prix const.)	22,7%	20,4%	18,6%	18,4%	16,9%	18,6%	17,0%
PIB Secteur tertiaire (prix const.)	30,8%	38,6%	38,4%	38,0%	37,6%	38,2%	37,2%
PIB au coût des facteurs, prix de 1987	93,3%	92,5%	93,0%	92,9%	93,0%	92,9%	93,1%
Taxes indirectes (moins subventions, P. 1987)	6,7%	7,5%	7,0%	7,1%	7,0%	7,1%	6,9%
PIB aux prix du marché, prix de 1987	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Cellule CSIP

Progrès vers l'atteinte des OMD

- Quatre ans avant la date butoir des OMD fixée à l'horizon 2015, le Mali accuse du retard sur le chemin menant à l'atteinte des OMD. Même si des progrès sont perceptibles dans le domaine de la scolarisation, de l'accès à l'eau potable et de l'accès aux traitements du VIH/SIDA, les défis restent immenses, notamment dans le domaine de la santé et du financement du développement (partenariat mondial pour le développement).

I.2.1.2 Principales leçons tirées de la mise en œuvre du CSCRP 2007-2011

Les succès et opportunités:

- Dans le *secteur agricole*, la mise en place de « l'Initiative riz », a été couronnée de succès.
- le *domaine des finances publiques* ;
- l'amorce du processus de *réforme de l'Administration* avec la mise en place du Programme de développement institutionnel (PDI) ;
- Dans le domaine de *l'aménagement du territoire*,
- Dans le domaine des *infrastructures routières*, 85% du programme routier a été exécuté.

Les contraintes

- **L'environnement et les ressources naturelles** continuent à se dégrader sous les effets de pressions croissantes liées aux changements climatiques, au développement socio-économique et à la croissance démographique

- **Le défi de la sécurité**

Les défis de paix et sécurité dans le Nord-Mali sont nombreux et multiformes. la menace la plus préoccupante est celle de la criminalité organisée

- **La rapide croissance démographique**

La population du Mali a été multipliée par quatre depuis l'indépendance, en dépit d'une forte émigration, passant de 3,5 millions d'habitants en 1960 à 14,5 millions d'habitants en 2009. Entre les deux derniers recensements, le taux de croissance annuel moyen est passé de 2,2% à 3,6%. La faible insertion professionnelle des jeunes constitue une vraie menace sur la paix sociale

Les contraintes à la croissance économique

- ***l'économie malienne, de type dual***, est caractérisée par (i) une économie moderne (mines, coton), structurée, qui est le moteur de la croissance et largement dépendante des exportations; (ii) une économie de subsistance, essentiellement basée sur l'agriculture pluviale, l'élevage et les activités connexes, qui ne couvre pas les besoins alimentaires des populations ;
- **La forte dépendance de l'économie vis-à-vis de l'extérieur et sa vulnérabilité aux chocs extérieurs** se manifestent au niveau de la concentration des exportations limitées aux produits de base (or et autres métaux, coton) dont la fluctuation des cours a des incidences majeures et déstabilisantes sur les finances publiques et la balance des paiements.;
- ***Le secteur privé est peu compétitif***. Ceci explique le rang modeste du Mali dans le classement Doing Business de la Banque Mondiale (153ième sur 183 pays dans le monde ; 31ième sur 51 pays en Afrique) ;
- **Les infrastructures de soutien à la croissance** (transport, électricité, Tics) sont insuffisantes ;
- **Les difficultés de mise en œuvre et d'opérationnalisation de la stratégie de croissance accélérée.**
- **Les contraintes en matière de gestion, de renforcement des capacités et de transparence ;**

1.2.2. LES ENJEUX

Les enjeux majeurs pour le développement socio-économique du Mali sont :

- l'accélération de la croissance économique, pour la porter à des taux supérieurs à 7% par an, tout en diversifiant ses bases ;
- Le désenclavement du pays à l'intérieur comme dans sa liaison avec les pays limitrophes ;
- La maîtrise de l'évolution démographique du Mali qui à, défaut, pourrait réduire à néant les efforts de développement national ;
- Le renforcement de l'équité du genre ;
- La formation et de la promotion de l'insertion professionnelle, notamment pour les jeunes ;
- La réduction de la pauvreté, dans toutes ses dimensions, en milieu rural comme urbain, y compris la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus au profit des pauvres;
- L'adaptation par rapport au changement climatique et de la gestion durable de l'environnement et du cadre de vie;
- La préservation de la paix et de la sécurité, fortement menacé ces derniers temps ;
- Le renforcement de la bonne gestion, de la transparence et des capacités de mise en œuvre et de suivi-évaluation.

I.2.3. CONCLUSION

- Absence de politique spécifique élaborée pour le développement de l'horticulture.

Conséquences:

- Faible développement des filières des fruits et légumes qui demeurent à ce jour délaissées, fragmentées et mal développées par manque d'encadrement et d'appui institutionnel.
- De plus, avec les nouvelles méthodes de transformation et de conservation, il existe des potentialités énormes en termes de production, de transformation et de commercialisation qui restent pratiquement inexploitées.

II. RÔLE ET CONTRIBUTION DE L'HORTICULTURE AU DÉVELOPPEMENT

SOCIO-ECONOMIQUE DU MALI

2.1 PLACE DU SOUS-SECTEUR DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE

- De 2007-2010, les sous secteurs ayant le plus contribué à la croissance globale de l'économie sont l'agriculture vivrière hors riz (2,3%), la branche consolidée du riz (0,9%) et l'élevage (0,4%) pour le secteur primaire.
- Par contre, les autres sous-secteurs ont eu un impact relativement faible.
- La production horticole est tributaire de l'abondance et de la répartition des pluies au cours d'une campagne donnée.
- Les secteurs et sous-secteurs sur lesquels le Mali pourrait éventuellement s'appuyer pour tirer la croissance sont ceux qui ont les plus fortes liaisons aval et amont.
- Les produits tels que les fruits frais ou secs, les légumes et l'arachide, sont des candidats naturels, mais un certain nombre de contraintes affectent la filière de ces produits ou la force des capacités de soutien.

2.2. IMPACT SUR LES EXPORTATIONS

Tableau 5 : Evolution des exportations horticoles de 2006 à 2010

Désignation	2006		2007		2008		2009		2010	
	Quantité (t)	Valeur (*1000 FCFA)								
CHAP. 7	3 136	193 545	4 193	366 289	4 243	564 391	26 169	507 124	846	143 115
CHAP. 8	11 356	1 840 715	16 561	1 966 969	15 412	2 389 675	12 748	2 212 941	22 071	8 059 988
CHAP. 12	28 324	2 692 190	37 725	2 650 359	24 706	2 588 147	11 532	2 258 015	14 431	2 911 212
TOTAL	42 817	4 726 450	58 479	4 983 616	44 360	5 542 214	50 448	4 978 080	37 349	11 114 315
Part (%) Export Agri. hors coton et bétail	49	34	94	96	91	84	83	90	76	90

2.3 IMPACT SUR LES REVENUS ET LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS

- Le maraîchage occupe une place importante dans les revenus des paysans (21,6% à 35,9 % du revenu total en fonction de la taille et du type d'aménagement des exploitations):
- La sécurité alimentaire demeure un impact positif des cultures fruitières et légumières dans l'alimentation et la nutrition des populations urbaines et rurales. La consommation à Bamako des fruits et légumes est passée de 15 à 36 kg/habitant/an pendant ces 2 dernières décennies).

2.4 IMPACT SUR L'EMPLOI RURAL

La promotion de l'emploi et de l'auto emploi (surtout en milieu rural), avec pour conséquence le ralentissement de l'exode rural et la création d'emplois surtout pour les femmes et les jeunes au niveau des différents maillons des filières horticoles demeure une importante contribution de l'horticulture

III. CONTRAINTES AU NIVEAU DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DES PRODUITS HORTICOLES ET LEURS IMPACTS SUR LA CONTRIBUTION DU SECTEUR AU DEVELOPPEMENT

1. OFFRE DE PRODUITS HORTICOLES ET DE GRAINES

Contraintes identifiées :

1.1. Organisation et gestion des filières

1.2. Production/recherche

1.3. Transformation

1.4. Commercialisation/exportation

1.5. Accès au financement à court et moyen terme

2. DEMANDE DE PRODUITS HORTICOLES ET DE GRAINES

Principaux marchés de destination:

➤ UEMOA;

➤ UE.

Contraintes identifiées:

➤ **Problème de l'accès aux marchés: Nouveaux règlements UE, concurrence Brésil, Prolifération normes privées etc.**

➤ **Problèmes de la réciprocité.**

IV. ANALYSE DES TECHNIQUES DE PRODUCTION, DES MODES DE TRANSPORT ET DE STOCKAGE DISPONIBLES, ET LEURS IMPACTS SUR LES EXPORTATIONS

CONSTATS

- Techniques de production obsolètes, utilisant peu les innovations de la recherche;
- Enclavement des zones de production,
- Modes de transport inadaptés,
- Méthodes de stockage/conservation vétustes.

Quelques filières horticoles (mangue, échalote, karité) font l'objet d'atténuation des contraintes ci-dessus indiquées de la part de programmes/projets de développement en cours d'exécution.

En 2010, le coût du transport représente 30 à 35% du prix de revient des produits mis en marché.

V. EVALUATION DU POTENTIEL DU COMMERCE INTRA-AFRICAIN DES PRODUITS HORTICOLES - DEFIS A RELEVER

Tableau : Flux des exportations maliennes de fruits et légumes dans les pays de l'UEMOA volume (T)

PRODUITS	2006	2007	2008	2009	2010	TOTAL
Chapitre 7	2 991	3 518	2 920	1 423	306	11 157
Chapitre 8	4 679	12 522	5 051	4 756	11 283	38 291
Chapitre 12	19 741	29 549	8 814	3 693	4 517	66 314
TOTAL Export Horticole UEMOA	27 411	45 590	16 785	9 872	16 106	115 762
Variation	-	66,3	-63,2	-41,2	63,2	-
%UEMOA/ Total Export horticole	64	78	38	16	33	49,6
% Export horticole/A GRI Hors coton et bétail	55	94	81	49	58	69

Exportations horticoles dans l'UEMOA

L'analyse des exportations de produits horticoles maliens dans les pays de l'UEMOA révèle :

- Avant les crises, l'essentiel des échanges de produits se fait dans l'espace communautaire (78% en 2007) ;
- Les exportations fléchissent en 2008 (-63,2%) et 2009 (41,2%) avant de croître de nouveau en 2010 (63,2%). Cela peut s'expliquer par les effets conjugués des crises financière et alimentaire observées durant cette période ;
- Malgré les crises, le commerce des produits horticoles représente la moitié, voire plus de l'ensemble des exportations de produits agricoles dans l'UEMOA.
- **les défis** à relever par le Mali pour exploiter ces créneaux sous-régionaux sont :
 - **Une meilleure connaissance des caractéristiques de ces marchés ;**
 - **La réalisation de dispositifs de distribution performants.**

VI. EVALUATION DU POTENTIEL D'AMÉLIORATION DE LA PARTICIPATION DU MALI DANS LES RESEAUX DE VALEUR POUR LES PRODUITS HORTICOLES

Le potentiel d'amélioration de la participation du Mali dans les réseaux de chaîne de valeur pour les produits horticoles est évalué à travers les stratégies, programmes et projets mis en œuvre par les pouvoirs publics.

6.1 LE CADRE STRATÉGIQUE DE CROISSANCE ET DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ (CSCR 2012-2017)

Objectif global du CSCR 2012-2017 : Accélérer la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à travers un développement inclusif basé sur la réduction de la pauvreté et des inégalités.

L'opérationnalisation du Cadre d'accélération des OMD (Plan décennal 2006-2007) concentre les efforts du Mali sur la cible 2 de l'OMD 1 à savoir: « **Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de personnes qui souffrent de la faim au Mali** ». Ceci est mis en œuvre à travers l'Initiative d'accélération des OMD dans les 166 communes sur 703, les plus vulnérables en matière de sécurité alimentaire (Initiative – 166).

6.2 LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (PDA)

Les stratégies et mesures relatives aux filières commerciales agricoles à haute valeur ajoutée pour lesquelles le Mali jouit d'un avantage comparatif et d'opportunités de marchés confirmées (la mangue, la papaye, la pomme de terre, l'échalote/oignon, la banane, l'anacarde, le sésame) sont : (i) **l'innovation et la diffusion des technologies, (ii) l'amélioration des performances commerciales, (iii) l'accès au financement des exploitants agricoles, (iv) et la mise en place des infrastructures collectives.**

6.3 LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE

Axes stratégiques d'intervention :

- **Le développement d'un tissu d'unités agroalimentaires diversifié, déconcentré, et performant;**
- **Le développement et la vulgarisation des techniques et technologies appropriées et modernes de stockage/conservation, et de transformation ;**
- **L'amélioration de la qualité et de la présentation des produits agroalimentaires fabriqués au Mali en vue d'une meilleure compétitivité ;**
- **Le développement des marchés de produits agroalimentaires fabriqués au Mali.**
- **Le renforcement de l'organisation des acteurs et des capacités d'intervention des organisations professionnelles du secteur agroalimentaire.**

6.4. PROGRAMMES ET PROJETS

Les programmes et projets **structurants** qui améliorent la participation du Mali dans les réseaux de chaîne de valeur des produits horticoles sont :

- L'Appui Institutionnel à l'Intégration du commerce (Filières : mangue, gomme arabique);
- Le Programme de promotion des Filières Agricoles (Filières : mangue, banane) ;
- Le programme de compétitivité et de diversification agricole (Filières : mangue, pomme de terre, échalote/oignon, papaye, bétail/viande) ;
- Le projet d'appui aux filières agricoles préparé et mis en œuvre par l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI). Les filières concernées sont les alliées (échalote, oignon, ail) et le Karité.

VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE MESURES POLITIQUES AU NIVEAU NATIONAL, REGIONAL, ET INTERNATIONAL

7.1. AU PLAN NATIONAL:

- **L'élaboration d'une stratégie, et d'un plan d'action pour le développement de l'horticulture au Mali;**
- **La création d'un centre national de production de semences maraîchères et de plants fruitiers;**
- **L'aménagement et sécurisation des espaces horticoles;**
- **La formation de spécialistes en horticulture;**
- **Le renforcement du système national de contrôle de la qualité des produits agro- Alimentaires**

7.2. AU PLAN RÉGIONAL

- **L'accroissement de la synergie d'action en vue d'une meilleure utilisation des quais fruitiers (Abidjan et Dakar) par les exportateurs des pays enclavés.**

7.3. AU PLAN INTERNATIONAL:

- **L'Appui au Mali dans la mise en place des infrastructures de commercialisation.**
- **L'Appui au Mali dans la mise en œuvre de Stratégie de Développement du Secteur Agroalimentaire**

MERCI DE VOTRE AIMABLE ATTENTION